

Honduras – Commerce et investissement aux dépens des droits de la personne

Lettre ouverte contre l'Accord de libre-échange Canada-Honduras

En tant qu'organisations de la société civile basées au Canada et œuvrant pour la justice sociale et environnementale ainsi que pour les droits de la personne et des travailleurs, nous nous opposons fortement à l'Accord de libre-échange (ALE) Canada-Honduras. L'absence de garanties démocratiques et juridiques au Honduras est plus que troublante, tout comme la répression et l'impunité qui atteignent des sommets. Dans un tel contexte, les Honduriens ne sont pas en mesure de contester les activités de commerce et d'investissement qui toucheront leurs terres et leur mode de vie, ni de récolter les bénéfices d'une éventuelle croissance économique. Il est donc sûr que l'ALE placera les droits des sociétés avant ceux des collectivités, de la personne et des travailleurs.

En 2009, le président Manuel Zelaya, élu démocratiquement, a été chassé du pouvoir lors d'un coup d'État orchestré par l'armée hondurienne, sous prétexte qu'une crise constitutionnelle avait éclaté entre lui et la Cour suprême. Ce putsch a été largement condamné par la communauté internationale, notamment par tous les pays d'Amérique latine, l'Union européenne, les États-Unis et l'Assemblée générale des Nations Unies. De façon notoire, le Canada avait alors refusé d'envisager des sanctions contre le régime militaire hondurien ou de condamner le traitement réservé à la résistance après le coup d'État.

En janvier 2010, Porfirio Lobo Sosa a accédé à la présidence au terme d'élections que beaucoup ont qualifiées d'anti-démocratiques et d'illégitimes. Amnistie internationale a d'ailleurs publié plusieurs rapports sur l'intimidation des électeurs et les autres problèmes survenus pendant ces élections. La plupart des gouvernements étrangers et des organisations de contrôle électoral ont refusé d'envoyer des observateurs, et de nombreux pays ont rejeté les résultats.

Depuis le coup d'État de 2009, la violence et la répression atteignent des sommets inégalés. Le Honduras est maintenant considéré comme la capitale mondiale des homicides; on y a enregistré un nombre record de 7 172 meurtres en 2012¹, sans compter que depuis le début de l'année, il y a eu en moyenne 10 massacres par mois².

Le procureur général du Honduras a été suspendu en avril dernier car en quatre ans, moins de 20 % des cas d'homicide avaient fait l'objet d'une enquête, et encore moins avaient été jugés³. Ce taux élevé d'impunité dissimule une grande violence politique : depuis 2010, plus de

¹ <http://www.insightcrime.org/news-briefs/2012-record-year-for-homicides-in-honduras>

² <http://www.insightcrime.org/news-briefs/honduras-sees-10-massacres-a-month-in-2013> (tueries ayant fait au moins trois morts); <http://www.laprensa.hn/honduras/tegucigalpa/391972-96/entre-enero-y-septiembre-hubo-10-masacres-cada-mes>

³ <http://www.americasquarterly.org/content/hondurian-legislature-suspends-attorney-general-and-prosecutors>

200 assassinats ont été commis pour des motifs politiques, et le Honduras est généralement reconnu comme le pays le plus dangereux pour les journalistes⁴ présentement.

On a recensé dans le pays des cas abondamment documentés de corruption policière, y compris 149 exécutions extrajudiciaires par des policiers de janvier 2011 à novembre 2012⁵, et c'est sans compter les allégations selon lesquelles le chef de police actuel aurait été lié à des escadrons de la mort et à des disparitions forcées. Pourtant, très peu de mesures ont été prises pour assainir les forces de l'ordre. Au contraire, le gouvernement hondurien a récemment instauré une nouvelle unité de police militaire⁶, ce qui a eu pour effet de militariser encore davantage le pays, une décision que les groupes de défense des droits de la personne et les organisations de la société civile ont fortement décriée.

Pendant que les Honduriens subissaient cette crise, le Canada travaillait à élargir ses intérêts commerciaux avec le pays d'Amérique centrale. Non seulement l'ALE Canada-Honduras a été finalisé durant cette période, mais le Canada a enregistré une croissance de 46 % des échanges de marchandises depuis 2007, ceux-ci s'élevant à 257,2 millions de dollars en 2012⁷.

Le gouvernement du Canada a fourni soutien et assistance technique pour élaborer une nouvelle loi minière, votée par le Congrès en janvier malgré la forte opposition de la société civile hondurienne. Cette loi est un pas en arrière pour les Honduriens qui, la veille du coup d'État de 2009, avaient déposé un projet de loi minier qui aurait banni les mines à ciel ouvert et donné aux collectivités honduriennes voix au chapitre concernant les projets d'exploitation minière ayant lieu sur leurs terres. Ce projet de loi qui devait être débattu au Congrès est mort dans l'œuf. Non seulement la nouvelle loi n'intègre pas les dispositions qui y étaient prévues, mais elle a entraîné la levée d'un moratoire sur les projets miniers qui était en vigueur depuis sept ans.

Toutes les négociations entourant l'ALE Canada-Honduras ont été caractérisées par un manque flagrant de transparence. Sourd aux demandes répétées de la société civile canadienne, le gouvernement du Canada a refusé de rendre public le texte de l'accord lors des négociations. De plus, son étude d'impact environnemental, publiée en octobre, était tout au plus symbolique puisqu'elle ne tenait pas compte des investissements canadiens au Honduras, les chiffres étant considérés comme confidentiels⁸. Les accords parallèles sur les travailleurs et

⁴ <http://fr.rsfs.org/honduras-un-journaliste-assassine-a-un-mois-25-10-2013,45383.html>

<http://www.indexonensorship.org/2013/10/hondurian-journalists-use-sensationalized-crime-reporting-safety-measure/>

⁵ http://iudpas.org/pdf/Boletines/Especiales/BEP_Ed5.pdf

<http://www.insightcrime.org/news-briefs/hondurian-police-149-deaths-2-years>

⁶ <http://www.laprensa.com.ni/2013/10/03/planeta/164670-policia-militar-patrulla-calles>

⁷ <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/Honduras/report-EA-rapport.aspx?lang=fra#a1>

⁸ <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/Honduras/report-EA-rapport.aspx?lang=fra#a1>

l'environnement ne sont que parures, s'ils ne sont pas assortis de réels mécanismes d'application qui permettraient de les faire respecter.

Grâce au chapitre sur l'investissement de l'ALE Canada-Honduras, les sociétés peuvent poursuivre les gouvernements devant les tribunaux internationaux, ce qui entrave la capacité de ceux-ci à défendre les intérêts de la population. Nous craignons que cela n'exacerbe les problèmes liés aux droits de la personne au Honduras et ne mette une pression excessive sur le gouvernement, qui se sentirait forcé de céder aux intérêts des investisseurs plutôt que d'agir pour protéger les droits des collectivités, des personnes et des travailleurs.

Le Canada ne peut prétendre qu'il ignorait l'état de désarroi dans lequel se trouvait le Honduras : au printemps dernier, le sous-comité parlementaire des droits internationaux de la personne a entendu des témoignages troublants sur les attaques envers les défenseurs des droits de la personne, la corruption policière généralisée, la montée fulgurante du taux d'impunité et la crise générale que vit le Honduras⁹. Malgré tout, notre gouvernement semblait déterminé à finaliser l'ALE avant les présidentielles de ce mois-ci au Honduras, faisant passer son propre développement économique en premier, tout en fermant les yeux sur la violence, la répression et les méthodes anti-démocratiques ayant cours au Honduras.

« La signature de l'accord quelques semaines seulement avant les élections présidentielles au Honduras est une malheureuse tentative pour faire pencher la balance en faveur du président en place et maintenir le statu quo », croit Raul Burbano, directeur de programme pour Common Frontiers.

Le Canada peut et doit jouer un rôle plus constructif au Honduras. Au lieu de travailler à intensifier le commerce et les investissements dans un contexte exempt de toutes garanties juridiques ou démocratiques pour les personnes susceptibles d'être affectées, le Canada doit user de son influence afin de créer un changement positif au Honduras. Il doit exhorter les administrations honduriennes à prendre des mesures immédiates pour stopper l'intimidation, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, la torture, les meurtres et les massacres, de même que pour restituer pleinement la liberté d'expression afin que les journalistes, les partis d'opposition et les critiques puissent exprimer des opinions divergentes.

« Nous avons longtemps maintenu que, dans les bonnes conditions, le commerce pouvait générer de la croissance et soutenir la réalisation des droits de la personne. Malheureusement, ces conditions n'existent tout simplement pas au Honduras. Tant et aussi longtemps que des améliorations vérifiables à la gouvernance démocratique et à l'état des droits de la personne n'auront pas été mises en place, l'ALE Canada-Honduras continuera de faire plus de mal que de bien », déplore Stacey Gomez, coordonnatrice du Groupe d'orientation politique pour les Amériques du Conseil canadien pour la coopération internationale.

⁹ <http://openparliament.ca/committees/international-human-rights/41-1/67/neil-reeder-1/only/>

Notre gouvernement actuel fait piètre figure au chapitre du respect des droits de la personne dans les accords commerciaux. L’ALE Canada-Colombie a été conclu en 2010 dans la plus grande controverse, avec la condition que les deux gouvernements rendent compte annuellement des effets de cet ALE sur les droits de la personne; ce mécanisme s’est avéré un simple exercice de relations publiques, ayant abouti à deux rapports stériles aux méthodologies et au contenu déficients. Au final, le Canada doit revoir l’ensemble de ses accords commerciaux hémisphériques et repenser ses priorités commerciales en fonction des droits de la personne, des travailleurs et de l’environnement.

Raul Burbano, directeur de programme, Common Frontiers

Stacey Gomez, agente de programme, Groupe d’orientation politique pour les Amériques

Common Frontiers est un groupe de travail multisectoriel qui remet en question l’intégration économique dans les Amériques et propose des solutions pour contrer les effets néfastes de celle-ci sur la société, l’environnement et l’économie.

Le Groupe d’orientation politique pour les Amériques est une coalition de la société civile canadienne vouée au développement et à la justice sociale dans les Amériques.